

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 1

Vereinsnachrichten: Défense : Société vaudoise des officiers

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Défense

SOCIÉTÉ VAUDOISE DES OFFICIERS

Le rédacteur du « Bulletin des officiers vaudois » :

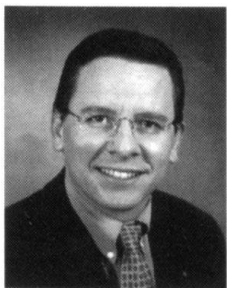
Capitaine Nicolas d'Eggis – Case postale 268 – 1000 Lausanne 9

Fax: (+41) 21 626 59 03 – E-mail: defenserms@europost.org

Convaincre, toujours convaincre...

A la lecture d'un quotidien romand un certain lundi 22 novembre 1999, on découvrait en gras le titre suivant: « Menace de référendum ». En dessous, l'article, en fait quelques lignes, disait ceci: « Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA) s'oppose à l'envoi de soldats armés à l'étranger pour des missions de paix. Il a décidé de lancer un référendum si le Parlement adopte en ce sens la révision de la loi fédérale sur l'armée. La décision de préparer le référendum a été prise lors de l'assemblée générale à Soleure. Les membres veulent soutenir l'initiative populaire pour l'adhésion de la Suisse à l'ONU ».

■ cap Vincent Cornu¹



Même si ce communiqué ne surprend personne, les membres du GSSA nous démontrent une fois de plus leur propension à cultiver l'art du paradoxe. C'est également l'occasion de rappeler que plusieurs initiatives du même groupe menacent directement notre armée de milice. De ce fait, toutes les sociétés militaires ne doivent pas relâcher leurs efforts d'information pour défendre le système actuel.

S'il est vrai qu'aujourd'hui un conflit menaçant directement les intérêts de notre pays semble totalement exclu, il n'en demeure pas moins qu'une ar-

mée ressemble étrangement à une assurance. Comme tout un chacun, nous payons des primes en prévision d'un problème, mais bien naturellement personne ne souhaite devoir recourir à son assurance. Nos aînés ont travaillé dur pour nous donner un pays prospère et sécurisé, voulons-nous vraiment transmettre un baril de poudre prêt à exploser à nos successeurs? Le confort et la sécurité d'un Etat ont un coût. On peut encore imaginer que notre pays a les moyens de s'offrir ce minimum.

Il est évident que, pour l'heure, rien n'est encore fait, mais en aucun cas il ne faut sous-estimer le travail de sape qu'effectue le GSSA, résolu plus que jamais et profitant d'une situation exceptionnelle de mettre à mal notre vénérable institution. En observant la manière utilisée par le GSSA, on peut se demander si celui-ci n'est pas en possession de notre CT 95, car il maîtrise à merveille la tactique de « fixer l'adversaire ».

Dès lors, il est urgent que nos différentes sociétés militaires et autres institutions dévolues à notre défense nationale se mobilisent pour rappeler, chaque jour et partout, les qualités de notre système actuel. Il est évident que les différentes réformes de l'armée doivent continuer, cela pour la rendre encore plus performante et pourquoi pas moins chère, mais le terme d'abolition ne doit en aucun cas continuer à être répandu dans l'opinion publique.

Lorsqu'on parle de coût, il faut tout d'abord songer aux retombées humaines d'une éventuelle suppression. Que ferons-nous des quelque 17000 personnes travaillant au DPPS? Il est absolument illusoire de penser créer un service civil ayant la capacité d'absorber la totalité de ces personnes. L'économie privée devant déjà aujourd'hui rivaliser d'astuces pour jongler avec ses effectifs, les effets de la globalisation et de la mondialisation démontrent chaque jour que le plein

¹Président du Groupement du Gros-de-Vaud de la SVO.



emploi appartient au passé. Il serait pour le moins suicidaire d'injecter dans l'économie une masse pareille de travailleurs dans l'état actuel de la situation. Les membres du GSSA, dans leur grande bonté, ont-ils prévu une solution pour tous ces gens?

Pensons également aux retombées économiques que notre armée assure, bien souvent dans les régions reculées de notre pays. A voir l'accueil souvent extraordinaire des responsables d'une commune ou d'une région et à observer la mine souvent plus que satisfaite de certains responsables de commerces, il est évident que les sommes investies par un corps de troupe durant trois semaines doivent laisser plus qu'un simple bon souvenir. A noter que ces compléments financiers viennent souvent durant des périodes de faible affluence touristique. Il est certain que cette manne n'est pas négligeable! Une fois encore, on imagine que le GSSA, fort de sa sacro-sainte solidarité, aura également pensé à un système pour toutes les personnes concernées.

N'oublions pas non plus que notre armée reste l'un des meilleurs endroits pour côtoyer des personnes de tous les milieux. Elle permet bien souvent des rencontres enrichissantes et permet surtout de mieux connaître son prochain. Dans un monde où l'égoïsme prend le dessus sur toute autre forme de considération, notre armée peut jouer un rôle de trait d'union. Pour le GSSA, qui prône à tout va une égalité de traitement entre les personnes, il faudra véritablement trouver un système autre que la simple solidarité pour permettre à des personnes de se rencontrer quelques jours par année, de partager son problème et d'oublier, l'espace d'un moment, son quotidien.

Il est clair que l'on peut continuer la liste des nombreux avantages qu'offre notre système de milice. Mais, pour l'heure, il est temps pour nos différents groupements de préparer l'argumentation avant de faire valoir aux yeux du grand public les véritables enjeux des futures votations visant à l'abolition de notre armée. Nos so-

ciétés militaires doivent dorénavant prendre les devants. Finites les séances d'auto-persuasion, il faut convaincre en agissant et ne pas oublier de prendre le temps d'expliquer et de faire prendre conscience. Dès lors, nos sociétés sont à l'aube d'un combat de titans. Nous avons les moyens de réussir. Les critiques acerbes et souvent non fondées ne doivent jamais nous dissuader de continuer, afin de donner à notre Etat les moyens de défendre et préserver ses intérêts.

Quant à vous, Messieurs les membres du GSSA, même si l'on peut respecter vos idées, on doit tout de même constater que votre vision de la chose militaire semble pour le moins discutable. N'oubliez jamais que de nombreuses familles et personnes vivent aujourd'hui encore grâce à notre armée. Une fois celle-ci démantelée et quand vous vous serez montrés incapables de gérer leur situation au quotidien, elles seront tout sauf vos admirateurs patentés ou vos disciples béats!

V. C.

REPORTAGE SVO

Un danger méconnu: la guerre de l'information

Le jeudi 2 décembre dernier, le Groupement Montreux-Aigle-Pays d'Enhaut, avec l'appui de l'association Femme Sécurité et Défense (Vaud), accueillait à Clarens le col EMG Jean-Denis Geinoz, chef EM du Groupe des renseignements de l'Etat-major général, tout juste confirmé dans ses fonctions suite à l'«affaire» Bellasi. Plutôt que de revenir inutilement sur cette escroquerie et son sinistre auteur, le conférencier a préféré dresser devant un auditoire bien garni un intéressant portrait d'une réalité toujours plus sérieuse: la guerre de l'information.

■ cap N. d'Eggis, rédacteur

La guerre de l'information est étroitement liée à la pression

exercée par les médias. Avant de comprendre les mécanismes de cette guerre «sans morts», il est bon de rappeler le contexte dans lequel nous évoluons en cette fin

de millénaire. Le col EMG Geinoz a justement évoqué les profondes mutations contemporaines caractérisant notre temps: chute du Mur de Berlin, guerre

du Golfe et implosion de l'URSS sont à l'origine de bouleversements considérables. Associées à des mutations technologiques (informatiques), économiques (mondialisation), sociologiques (chômage, montée des extrêmes) et enfin militaires (RMA¹), elles permettent de comprendre l'évolution de cette forme de guerre. Rien que dans le domaine des RMA, le recours aux puces informatiques, poussé à l'extrême, modifie des paramètres stratégiques jusqu'alors relativement stables. Conséquences directes et indirectes de cette révolution : une réduction des effectifs des forces armées, une redéfinition des principes d'engagement, une diminution du risque nucléaire, parce qu'un recours à ce type d'arme est tout simplement devenu inacceptable dans l'opinion publique mondiale. Contrainte aussi à cause de ces phénomènes de repenser l'ensemble de sa politique de sécurité, la Suisse a effectué et effectue encore ses réformes.

Les défis du futur, soit la prolifération des armes ABC², les mutations politiques en Europe de l'Est, le fondamentalisme islamique, l'explosion démographique et les migrations, le terrorisme et le crime organisé ne masquent pas le nouveau phénomène qu'est la guerre de l'information. Souvent, les points de vue des spécialistes sont différents, mais pas opposés pour autant. Au cœur du problème figure toujours l'individu. Si l'attaque militaire vise désormais commandants et postes de commandement, parce que privés de

ces derniers une armée ne peut pas s'imposer, le politique voit la menace sous forme de manipulation de l'individu et de désinformation. Si la guerre en général associe le *Cyberespace* aux éléments géographiques traditionnels (terre, mer ou air), la guerre de l'information vise à assurer la supériorité de l'information et donc à influencer les processus de raisonnement ou les systèmes d'information. La guerre de l'information est donc un « combat » psychologique et électronique, non physique, qui ne coûte rien ou presque, dépassant toutes les frontières et visant davantage à brouiller qu'à tuer. Sur le plan militaire, elle cherche à influencer les décideurs, en privilégiant la dominance d'une information manipulée. Le col EMG Geinoz ne cache pas que nos systèmes européens sont vulnérables à ce type de guerre et que le pas d'une nouvelle appréciation de la situation est parfois difficile à franchir pour certains conservateurs.

Or, les champs d'action de cette guerre, soit la guerre psychologique (tracts), la déception (fausses informations), le brouillage (guerre électronique) et la destruction électronique plus que physique sont devenus notre réalité. L'objectif civil (manipulation d'images TV, comme lors de l'attentat de Louxor) ou militaire est d'influencer l'opinion publique, les projets et les attitudes des individus. Des unités de guerre psychologique existent désormais et ne sont pas l'exclusivité des grandes puissances.

Le conférencier a rappelé que, lors du dernier conflit dans les Balkans, les Yougoslaves ont pu pénétrer les moyens pourtant très sophistiqués des Alliés... (images TV manipulées). D'autre part, Internet multiplie les sources de l'information, au risque de voir des médias exploiter des données inexactes.

Face à ces problèmes, l'armée a un rôle primordial à jouer. Elle doit assurer la liberté de manœuvre et l'autonomie de décision de nos autorités, réduire le chaos engendré par certains événements, gérer le potentiel humain informatique à sa disposition. Le service des renseignements doit attirer l'attention des décideurs sur les risques et les évaluer avec eux, favoriser les collaborations internationales et économiques. Il doit exercer les EM permanents à cette nouvelle problématique. Si le groupe « Renseignements » de l'EMG, puisant ses informations à de (trop) multiples sources, doit se réformer pour rester efficace et utile, il ne pourra le faire sans moyens et sans soutien politique. La création d'un coordinateur du renseignement est effective depuis le 1^{er} janvier 2000 et les renseignements stratégiques cherchent une nouvelle place dans l'organigramme de la sécurité de l'Etat. On leur souhaite un chef suffisamment habile pour restaurer la confiance, charismatique pour relever les défis à venir et... parfaitement renseigné pour contrer les scoops assassins de certains médias.

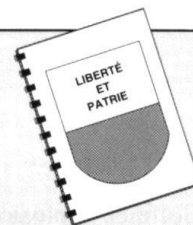
N.d.

¹RMA : en anglais, « *Revolution in Military affairs* ».

²ABC : pour armes atomiques, bactériologiques et chimiques.

AGENDA SSO-SVO

Janvier 2000



Groupelement de Lausanne

**Case postale 3894
1002 Lausanne**

Nos sections «Sport», «Cavaliers» et «Tir au pistolet» rencontrent un réel succès. Nous tenons à disposition des intéressés tous les programmes et toutes les informations utiles, en rappelant que nos activités sont ouvertes à l'ensemble des membres de la SVO.

Mercredi 15 mars 2000

Assemblée générale de notre Groupelement, au BAP à Lausanne. A cette occasion, nous aurons le privilège d'accueillir M^{me} le Brigadier Doris Portmann, qui s'exprimera sur le thème: «Femmes dans l'armée: tendances et évolutions».

Sortie «vaudoise» 2000

A l'occasion du tir fédéral et de l'an 2000, nous vous proposons une sortie agréementée d'une sympathique agape sur le fameux voilier «La Vaudoise». Afin de nous permettre d'organiser au mieux cette activité, nous vous proposons les dates suivantes:

– Vendredi 7 juillet 2000,
entre 19 h 00 et 22 h 00

– Samedi 15 juillet 2000,
entre 14 h 00 et 18 h 00.
Inscrivez-vous!

Groupelement de Montreux-Aigle-Pays d'Enhaut

**Samedi 4 mars 2000,
9 heures**

Notre Groupelement, organisateur de l'assemblée générale 2000 de la Société vaudoise des officiers, compte sur la présence d'un très grand nombre de membres et amis à l'occasion du 175^e anniversaire de notre vénérable société. Remplissons l'auditorium Stravins-

ky afin de démontrer notre volonté et notre engagement à l'aube du nouveau millénaire.

Groupelement de Vevey

Un comité ad hoc travaille au succès du prochain tir intergroupements SVO, qui aura lieu au mois de juin 2000 dans notre région. Nous invitons tous les tireurs et leurs amis à se rassembler sur la Riviera pour une dernière répétition en vue du tir fédéral à Bière.

Activités hors du service

10.04-15.04: Sion

Div mont 10: cours alpin volontaire d'hiver.

**04.05-06.05: Zermatt/
Verbier**

Div mont 10: Patrouille des glaciers

13.05-14.05: OK/UOV Bern

43. Zwei-Tage Marsch (Bern).

La Rédaction profite de ce premier numéro de l'an 2000 pour adresser à ses lecteurs ses meilleurs vœux. Elle tient à leur disposition toutes les adresses et renseignements communiqués par les divers groupements de la SVO. Rappel: Adresse Internet: www.military.ch/RMS et E-mail: defenserms@europost.org